Une falsification historique : les conservateurs canadiens, la guerre de 1812 et la conférence de Québec de 1864

Étienne Beaulieu

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/elh/675>

DOI : 10.4000/elh.675

ISSN : 2492-7457

Éditeur

CNRS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 8 octobre 2015

Pagination : 223-226

ISBN : 978-2-271-08822-2

ISSN : 1967-7499

Référence électronique

Étienne Beaulieu, « Une falsification historique : les conservateurs canadiens, la guerre de 1812 et la conférence de Québec de 1864 », *Écrire l'histoire* [En ligne], 15 | 2015, mis en ligne le 08 octobre 2018, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/elh/675> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/elh.675>

Une falsification historique : les conservateurs canadiens, la guerre de 1812 et la conférence de Québec de 1864

Depuis leur prise de pouvoir en 2006 à titre de gouvernement minoritaire du Canada, puis d'un gouvernement majoritaire en 2011 et jusqu'à maintenant, les conservateurs de Stephen Harper ont entrepris une vaste refonte de l'histoire canadienne dans le but de transformer en profondeur l'identité même du pays. Issu d'une entente électorale entre l'Alliance canadienne (parti formant l'opposition officielle entre 2000 et 2003) et le parti progressiste-conservateur (le parti traditionnel *tory* existant de 1867, date de la fondation de la Confédération canadienne, à 2003), ce parti s'appuie sur une base électorale provenant principalement de l'Ouest canadien, en premier lieu de la province de l'Alberta, dont le nom même et l'histoire renvoient à la

couronne britannique, plus précisément à la quatrième fille de la reine Victoria, la princesse Louise Caroline Alberta, duchesse d'Argyll.

Rien n'est dépourvu de signification dans cette origine géographique et idéologique des néoconservateurs de Stephen Harper : elle explique en bonne partie la faveur dont jouit à nouveau la couronne britannique dans les politiques canadiennes, que manifeste par exemple la réception fastueuse du prince William et de son épouse Catherine Middleton en 2012, ou encore le remplacement au parlement d'Ottawa des toiles de l'artiste québécois Alfred Pellan par une photographie officielle, format géant, de la reine d'Angleterre Élisabeth II. Très décriés au Québec et en Ontario, mais

salués dans l'Ouest, ces changements de symboles ne sont pas que cosmétiques : ils manifestent au contraire un bouleversement profond de l'équilibre politique canadien, provenant traditionnellement du Canada central (Ontario et Québec) et se déplaçant maintenant vers l'Ouest, dorénavant plus peuplé et plus riche, d'abord et avant tout grâce à l'industrie pétrolière des sables bitumineux.

L'histoire politique du Canada n'échappe évidemment pas à cette « resymbolisation » à vaste échelle. La bataille se déroule surtout sur le terrain des commémorations et des budgets gouvernementaux qui y sont consacrés. Il s'agit d'abord pour les conservateurs de minimiser l'importance des dates traditionnelles des événements appartenant à l'histoire des provinces fondatrices du Centre, comme la prise de possession de la Nouvelle-France par Jacques Cartier au nom du roi de France en 1534, passée sous silence en 2014 alors que chaque décennie la souligne habituellement, de même que l'Acte d'Union de 1840, décrété par Londres sur la recommandation du rapport Durham après les rébellions des Patriotes de 1837-1838, et qui scelle l'alliance entre le Québec (Bas-Canada) de Louis-Hippolyte La Fontaine et l'Ontario (Haut-Canada) de Robert Baldwin. Le plus étonnant demeure le silence le plus complet sur l'événement capital de la cession de la Nouvelle-France à l'Angleterre par le traité de Paris de 1763, qui met fin à la guerre de Sept Ans et qui aurait dû faire l'objet en 2013, au moins au Québec, de commémorations des 250 ans de régime britannique. Rien pourtant n'a été proposé ; au contraire, tous les efforts ont été dirigés vers une nouvelle politique commémorative qui entend rénover le Canada et en finir

avec la vision libérale héritée surtout du rapatriement de la Constitution de 1982 par Pierre Elliott Trudeau qui symbolise depuis plus de trente ans l'autonomie législative du Canada à l'égard de Londres, c'est-à-dire la capacité d'imposer des amendements à la Constitution sans l'accord de la couronne anglaise.

Le règne des conservateurs de Stephen Harper s'établit donc comme une négation des valeurs libérales du centre du pays par le moyen d'une réécriture royaliste de l'histoire canadienne pour le moins douteuse aux yeux de nombre d'historiens qui, tel Robert Comeau¹, ont souligné dans les quotidiens la falsification à laquelle nous assistons. La guerre de 1812 a ainsi fait l'objet d'une réinvention historique pour laquelle ont été mobilisés, pour un coût de plus de 2 millions de dollars, plusieurs institutions et ministères, dont Patrimoine Canada, Parcs Canada, la Défense nationale, les Forces armées canadiennes, les Affaires autochtones, Bibliothèque et Archives Canada, etc. Des subventions spéciales ont également été mises au concours pour les artistes souhaitant illustrer la guerre de 1812. L'histoire devient ici un enjeu capital pour l'affirmation des valeurs conservatrices, et aussi dans le but d'appuyer leur projet de transformer de fond en comble l'identité canadienne. Cette guerre de 1812 n'avait jamais fait l'objet d'une célébration dans l'histoire canadienne pour la simple et bonne raison, comme le souligne Comeau, qu'elle n'en est pas une, malgré tout l'effort des conservateurs pour faire croire au grand public à une alliance des Canadiens sous la bannière britannique pour repousser l'envahisseur américain du territoire. Plusieurs héros nationaux voient ainsi leurs costumes dépoussiérés

et enrôlés dans une histoire qui n'est pas la leur et qui s'écrit maintenant comme une convergence néo-canadienne des luttes autochtone, canadienne-française, féministe et loyaliste, grâce aux personnages de Laura Secord, du chef amérindien Tecumseh et de Charles-Michel de Salaberry.

Remettons les pendules à l'heure. D'abord, le nom même de « Canadiens » ne s'appliquait évidemment pas en 1812 aux Britanniques ni aux autochtones, mais seulement aux descendants des Français d'après la Conquête de 1759-1760, Français qui n'ont pris part, avec la bataille de la Châteauguay de 1813, à aucune victoire canadienne contre l'ennemi américain, mais bien à une simple tentative pour percer l'embargo de Londres décrété en réponse au blocus continental qui sévit alors en Europe dans le contexte napoléonien. L'enjeu de cette bataille très isolée et mineure reste surtout économique et concerne au premier chef le bois des forêts de pins blancs de la vallée du Saint-Laurent et de la Gatineau servant à la Royal Navy pour la fabrication de navires. Il faut bien mentionner aussi que l'élément déclencheur des hostilités se situe dans le repérage par les Anglais de déserteurs ayant rejoint le camp américain. Dans ce contexte échevelé et plutôt secondaire en regard du théâtre réel des opérations, l'Europe, le chef militaire des Canadiens français, Charles-Michel de Salaberry², est un « Canadien » descendant de la noblesse française d'avant la Conquête de 1763 qui monte une milice spéciale n'arborant pas le rouge des armées britanniques (comme le montrent quantité de reconstitutions vidéo de la supposée guerre de 1812), mais bien le gris des Voltigeurs canadiens-français. La défense

ne s'organise aucunement au nom d'un quelconque Canada multiculturel, qui n'existe pas encore (il faudra attendre presque deux siècles avant de voir l'expression triompher), mais bien dans la mémoire de la guerre de Sept Ans et du territoire « français » d'alors (la Nouvelle-France que certains rêvent toujours de reconquérir, même après la Conquête et jusqu'à l'expédition du Mexique de 1861 à 1867, sous le Second Empire). C'est encore au nom de cette mémoire que, quelque vingt-cinq ans plus tard, surgiront les rébellions des Patriotes, menés par Louis-Joseph Papineau, qui ne défendent aucunement la couronne britannique, il va sans dire. Il faut souligner aussi, en insistant avec vigueur (surtout en considérant historiquement la politique autochtone désastreuse du Canada et plus encore celle des conservateurs de Harper), que Tecumseh, chef des Shawnees, n'a d'intérêt d'aucune sorte dans la constitution d'un Canada quelconque : il ne voit dans les guerres entre nations européennes que l'occasion d'affirmer l'indépendance des nations autochtones et d'éventuellement fonder une sorte d'États-Unis amérindiens regroupant toutes les tribus favorables au projet, dont l'échec aura pour conséquence une confiscation brutale des territoires des Amérindiens et une évidente perte de toute capacité légale à s'autodéterminer en tant que peuples³. À partir de ces simples mises au point factuelles, on peut comprendre que la « guerre de 1812 » n'a jamais eu lieu que de manière morcelée (chacun cherchant son intérêt sans regard aucun pour un Canada encore inexistant) et qu'il serait abusif d'y voir l'affirmation d'un Canada multiculturel uni volontairement sous la couronne anglaise.

Les efforts n'ont pas été ménagés non plus par les conservateurs pour faire valoir l'esprit de concorde issu de la conférence de Québec de 1864, lors de laquelle, suite à la conférence de Charlottetown tenue deux mois plus tôt, les délégués des futures provinces en viennent à une entente de principe qui mène à l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867, sur lequel repose la fondation du Canada. Dans le contexte de la guerre civile américaine et du *Risorgimento* en Italie, la question de la répartition des pouvoirs entre un État fédéral et ses différentes composantes se teinte d'une couleur dramatique servant à merveille l'argumentaire des parlementaires du Haut-Canada pour faire signer par les Canadiens français de George-Étienne Cartier les documents officiels ne mentionnant nulle part le statut d'égalité des deux peuples fondateurs du Canada. On peut d'ailleurs lire en filigrane dans certains discours tenus avant l'adoption de l'Acte⁴ une menace à peine voilée de

guerre civile. Il va sans dire que tout cet aspect de la question n'a jamais été mentionné d'une quelconque façon par tout l'attirail déployé par le parti conservateur en 2014. Tout, au contraire, a été fait pour célébrer une entente cordiale entre les deux peuples fondateurs, sans que soit jamais mise en cause l'histoire réelle de cette conférence, pourtant très bien connue et discutée par d'éminents historiens comme le regretté Fernand Dumont⁵.

Sans aller jusqu'à parler de « propagande » (dont la mémoire se révèle disproportionnée en regard de la paix relative dont il est ici question), l'historien est à tout le moins en droit de souligner la falsification de certains faits historiques ou leur utilisation dans un contexte partisan ne comportant aucune assise documentaire pertinente. Mais on peut donner aux conservateurs de Stephen Harper le mérite d'avoir reconnu dans l'histoire un enjeu majeur de notre monde contemporain.

Notes

1 Robert COMEAU, « Guerre américano-britannique de 1812 – Détournement d'histoire pour développer l'unité canadienne », *Le Devoir*, 12 oct. 2011.

2 Jacques LAMARCHE, *Salaberry, le héros de Châteauguay*, Montréal, Lidex, 1999.

3 Cf. R. David EDMUNDS, *The Shawnee Prophet*, Lincoln, University of Nebraska Press, 1983 ; et Robert Cwiklik, W. David BAIRD, *Tecumseh. Shawnee rebel*, New York, Chelsea House Publishers, 1993.

4 Comme dans celui de Georges Brown (*Débats parlementaires sur la question de la confédération*, Québec, Hunter et Rose, 1865, p. 83, 84, 86). Lire l'article de Christian NÉRON sur le sujet : « La grande paix de juillet 1864 », *Vigile. Québec*, 1^{er} mai 2013, <<http://www.vigile.net/La-grande-paix-de-Juillet-1864>>, cons. 8 mars 2015.

5 Fernand DUMONT, *Genèse de la société québécoise*, Montréal, Boréal, 1993.